

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 5 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



REVIVAL (ex. VALRECY)

60 Quai de Loire
58600 FOURCHAMBAULT

Références : 220663
Code AIOT : 0025100060

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2022 dans l'établissement REVIVAL, implanté 60 Quai de Loire - 58600 FOURCHAMBAULT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent contrôle, sur le thème de la prévention du risque accidentel, a été conduit de manière inopinée afin de s'assurer du respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 14/9/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- 60 Quai de Loire - 58600 FOURCHAMBAULT
- Code AIOT : 0025100060
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'entreprise REVIVAL exploite sur le site de Fourchambault une installation de tri/traitement de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Rétentions	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Radioactivité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure du 14 septembre 2021 est respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extincteurs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des dispositions de l'art 9 de l'AM du 6 juin 2018
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : La société REVIVAL [...] est mise en demeure [...] dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté en dotant son installation d'extincteurs adaptés aux risques correctement répartis
Constats : L'entreprise DESAUTEL a été mandatée par l'exploitant pour remédier au constat. Des extincteurs poudre de 50 kg ont notamment été mis en place. Constat conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Ressources en eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des dispositions de l'art 9 de l'AM du 6 juin 2018
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : La société REVIVAL [...] est mise en demeure [...] dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté en disposant de ressources en eau suffisantes au regard des risques présentés par l'installation
Constats : L'inspection a constaté l'installation de cuves aériennes d'un volume total de 120 m³. Elles ont fait l'objet d'une réception du SDIS le 23/3/22 et sont correctement signalées. Constat conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Alarme et détection incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/09/2021, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Respect des dispositions de l'art 9 de l'AM du 6 juin 2018
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : La société REVIVAL [...] est mise en demeure [...] dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté en dotant son installation d'alarme et de détection incendie adaptée aux risques de ces bâtiments
Constats : Une caméra thermique reliée au système de télésurveillance a été mise en service en début d'année 2022. Constat conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment [...] de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.
Constats : Le plan présenté mériterait d'être amélioré <i>a minima</i> par l'ajout des informations suivantes : stockage de GNR, vanne d'isolement, stockage de bouteilles de gaz, coupure électrique, ...
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.
Constats : L'électricien a procédé aux travaux appelés par le rapport de contrôle de conformité électrique en date du 28/07/2021. Un nouveau contrôle de conformité a été effectué par DEKRA le 10 mai 2022 et présenté à l'Inspection. Il n'appelle pas de commentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Besoins en eau et rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie et rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : IV. - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...]
Constats : L'exploitant a remis en séance la note de calcul du dimensionnement des besoins en eau d'extinction effectué par DEKRA en date du 16/9/21. Ce document n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : La rétention disposée sous le stockage de batteries au plomb est fuyarde.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
Constats : Présence de mégots de cigarette dans des locaux où il est interdit de fumer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, radioactivité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'admission de déchets radioactifs est interdite. Tous les déchets [...] font l'objet d'un contrôle [...] soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : La disposition du site est telle qu'il existe une possibilité de ne pas passer par le portique de détection de la radioactivité. L'exploitant doit faire en sorte que le passage par le portique soit systématique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois